

LES BANQUES



99% DES FRANÇAIS
ONT UN COMPTE BANCAIRE

/ Observatoire de la microfinance /



364 BANQUES
37 261 AGENCES

/ BCE – 2016 /

2,5% C'EST
LA CONTRIBUTION
DES BANQUES
À LA **VALEUR AJOUTÉE** TOTALE EN FRANCE

/ Insee - 2016 / Calculs FBF /

CHAMPIONS
EUROPÉENS

4 BANQUES FRANÇAISES
PARMI LES 9 PREMIÈRES
EN EUROPE

/ The Banker – juillet 2017 /

PREMIERS
EMPLOYEURS

2,3% DE L'EMPLOI
PRIVÉ AVEC
370 300 SALARIÉS

/ FBF – 2016 /

549



AGENCES BANCAIRES POUR 1 MILLION D'HABITANTS

/ BCE – 2016 /

LE CRÉDIT

95% DES PME
ONT LE CRÉDIT
D'INVESTISSEMENT
DEMANDÉ

/ Banque de France
3^{ème} trimestre 2017 /

940 MILLIARDS
D'EUROS
D'ENCOURS DE PRÊTS
IMMOBILIERS

/ Banque de France
septembre 2017 /



2249 MILLIARDS D'EUROS
DE CRÉDITS À L'ÉCONOMIE

/ Banque de France – septembre 2017 /



942
MILLIARDS
D'EUROS
DE CRÉDITS
AUX
ENTREPRISES

/ Banque de France
septembre 2017 /

46,4%
DES MÉNAGES
BÉNÉFICIENT D'UN PRÊT

/ Observatoire des crédits
aux ménages – 2016 /

À-PROPOS

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

DÉCEMBRE 2017

L'INDUSTRIE BANCAIRE EST UTILE À L'ÉCONOMIE FRANÇAISE : ELLE FINANCE LES PROJETS DES MÉNAGES COMME L'ACTIVITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES. LES BANQUES SONT AINSI UN DES MOTEURS DE LA CROISSANCE ET DE L'EMPLOI DANS NOTRE PAYS.



FÉDÉRATION
BANCAIRE
FRANÇAISE

CHAMPIONNES D'EUROPE DU CRÉDIT

► Les banques françaises contribuent pour plus de 20% au total des crédits distribués à l'économie dans la zone euro, pour les particuliers comme pour les entreprises.

La croissance des crédits en France est la plus élevée d'Europe et est même supérieure à celle de l'Allemagne :

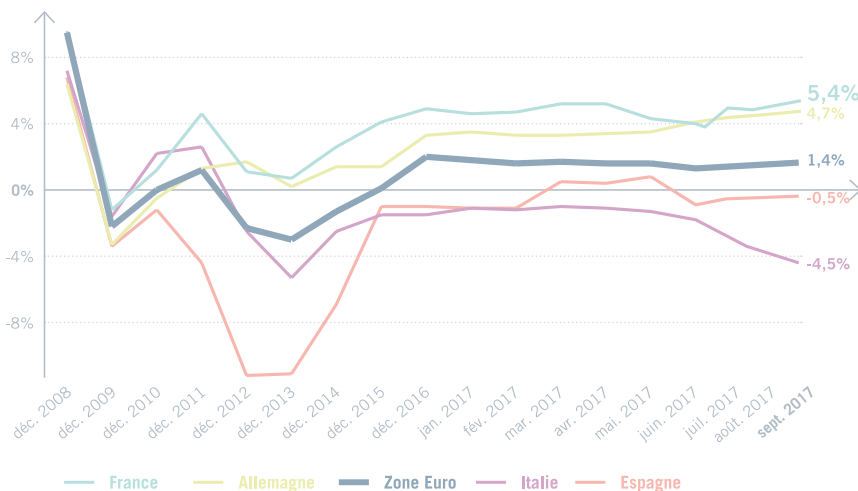
→ **+5,4%** pour les entreprises (1,4% en zone euro),

→ **+4,9%** pour les ménages (3,4% en zone euro).

(source : BCE – septembre 2017)

Évolutions des crédits aux entreprises en Europe

Taux croissance crédits SNF en Europe - Source : BCE



2 249 MILLIARDS D'EUROS

► C'est le montant de financement apporté à l'économie française, sous forme de crédits bancaires (source : BdF – septembre 2017) :

→ pour l'activité des entreprises (besoin de trésorerie, investissements, développement de nouveaux marchés ou innovations technologiques),

→ comme pour les projets des ménages (logement, véhicules, études ...).

► Depuis 2009, l'encours de crédits a augmenté de **491 milliards d'euros** (+28%).

+ DE **50**
MILLIARDS D'EUROS



DE NOUVEAUX CRÉDITS SONT DISTRIBUÉS, TOUS LES MOIS, PAR LES BANQUES FRANÇAISES.
C'EST L'ÉQUIVALENT DE **2 RAMES DE TGV**, **150 LOGEMENTS** ET PLUS DE **400 VÉHICULES** FINANCÉS CHAQUE HEURE.

FINANCEMENT DES ENTREPRISES : PREMIÈRE PRIORITÉ

Les crédits aux entreprises représentent **942 milliards d'euros** (+5,4% sur un an à fin septembre 2017) dont :

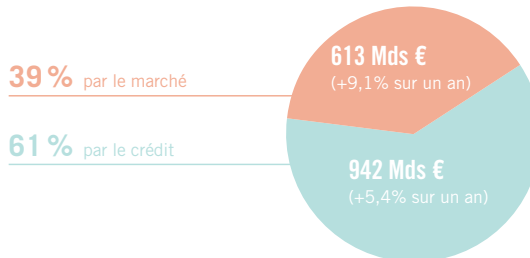
→ pour l'investissement : **665 milliards d'euros** (+6,1% sur 1 an) ;

→ pour la trésorerie : **218 milliards d'euros** (+4,4% sur 1 an).

Grâce à leur modèle original de banque universelle, les banques en France proposent une palette complète de métiers pour accompagner les entreprises dans leurs besoins de financement : banque de détail, banque de financement et d'investissement.

Répartition des sources de financement pour les entreprises en septembre 2017

Source : Banque de France



UN ACCÈS AU CRÉDIT FAVORABLE AUX PME/TPE⁽¹⁾

389 milliards d'euros, c'est le montant des encours de crédits mobilisés pour les PME, en progression annuelle de **3,3%**.

Sur un an, l'encours des crédits aux TPE progresse de **5,0%** pour s'établir à **255,4 milliards d'euros**.

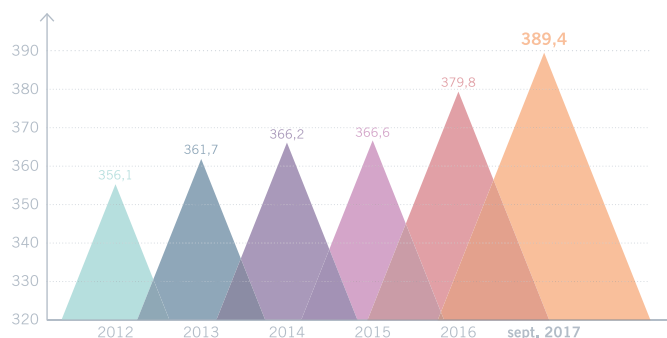
95% des PME ont le crédit d'investissement demandé et **81%** le crédit de trésorerie (Banque de France 3^{ème} trimestre 2017).

Plus de 2 TPE sur 3 obtiennent le crédit de trésorerie demandé.

Les conditions de taux sont favorables : **1,84%** en moyenne en France à comparer à **2,19%** pour la zone euro (BCE, septembre 2017).

Crédits mobilisés aux PME en France⁽¹⁾

Source : Banque de France - en milliards d'euros



(1) Crédits supérieurs à 25000 euros, septembre 2017.

CRÉDIT À L'HABITAT : UN MODÈLE EFFICACE

940 milliards d'euros, c'est le total des prêts à l'immobilier, en croissance annuelle de **6,2%**.

30,7% des ménages détiennent un crédit à l'habitat et **5,4%** envisagent d'y avoir recours au cours de l'année, se rapprochant des niveaux d'il y a 10 ans (OCM - janvier 2017).

La production des prêts immobiliers au mois de septembre 2017 a atteint **14 milliards d'euros** avec des taux toujours très favorables aux emprunteurs (**1,65% en moyenne à fin septembre 2017**).

Le système français de financement immobilier est caractérisé par sa solidité et plusieurs spécificités :

- une analyse de la capacité de remboursement de l'emprunteur plutôt que des pratiques fondées sur la valeur du bien,
- des crédits essentiellement à taux fixes.



LES ENTREPRISES FINANCEES PAR LE CREDIT ET LE MARCHE, GRACE AUX BANQUES

1 554 Mds € de financement des entreprises

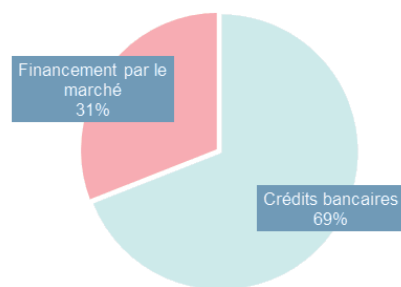
(Banque de France stat info endettement des entreprises en France, à fin septembre 2017)

en progression : **+ 6,3 %** sur un an

- par le crédit : **941 Mds €** (+ 5,4% sur un an)
- par le marché : **613 Mds €** (+ 9,1% sur un an)

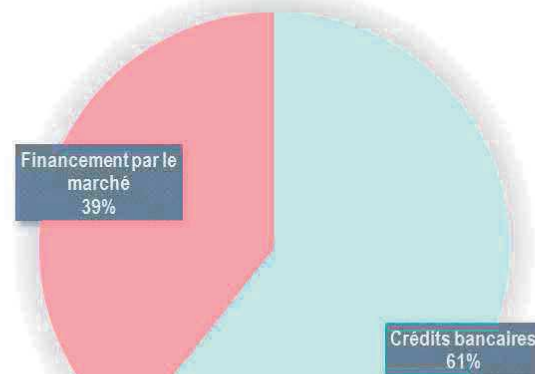
+ 8 points
pour le financement
par le marché
depuis 2009

Financement des entreprises - 2009



Financement des entreprises - 2017

source : Banque de France (stat info financement des entreprises)



LES ENTREPRISES ONT 941 MDS € DE CRÉDITS A LEUR DISPOSITION

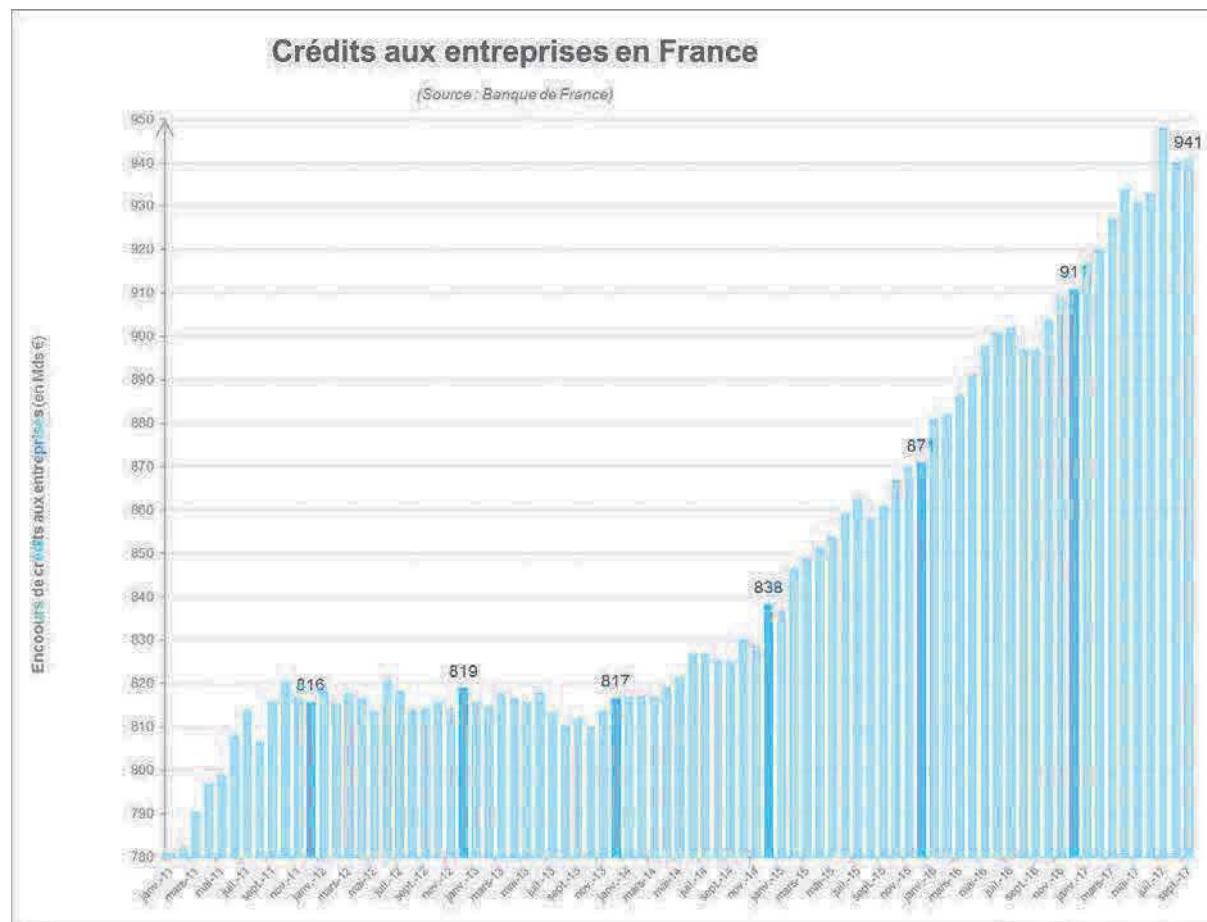
941 Mds € de crédits aux entreprises

+ 5,4 % sur un an

- **+ 5,9 %** de crédits d'investissement
(dont + 7,6% pour l'équipement)
- **+ 4,4 %** de crédits de trésorerie

(BDF, stat info crédit aux sociétés non financières
à fin septembre 2017)

+ 35%
pour le financement
des entreprises
en 10 ans

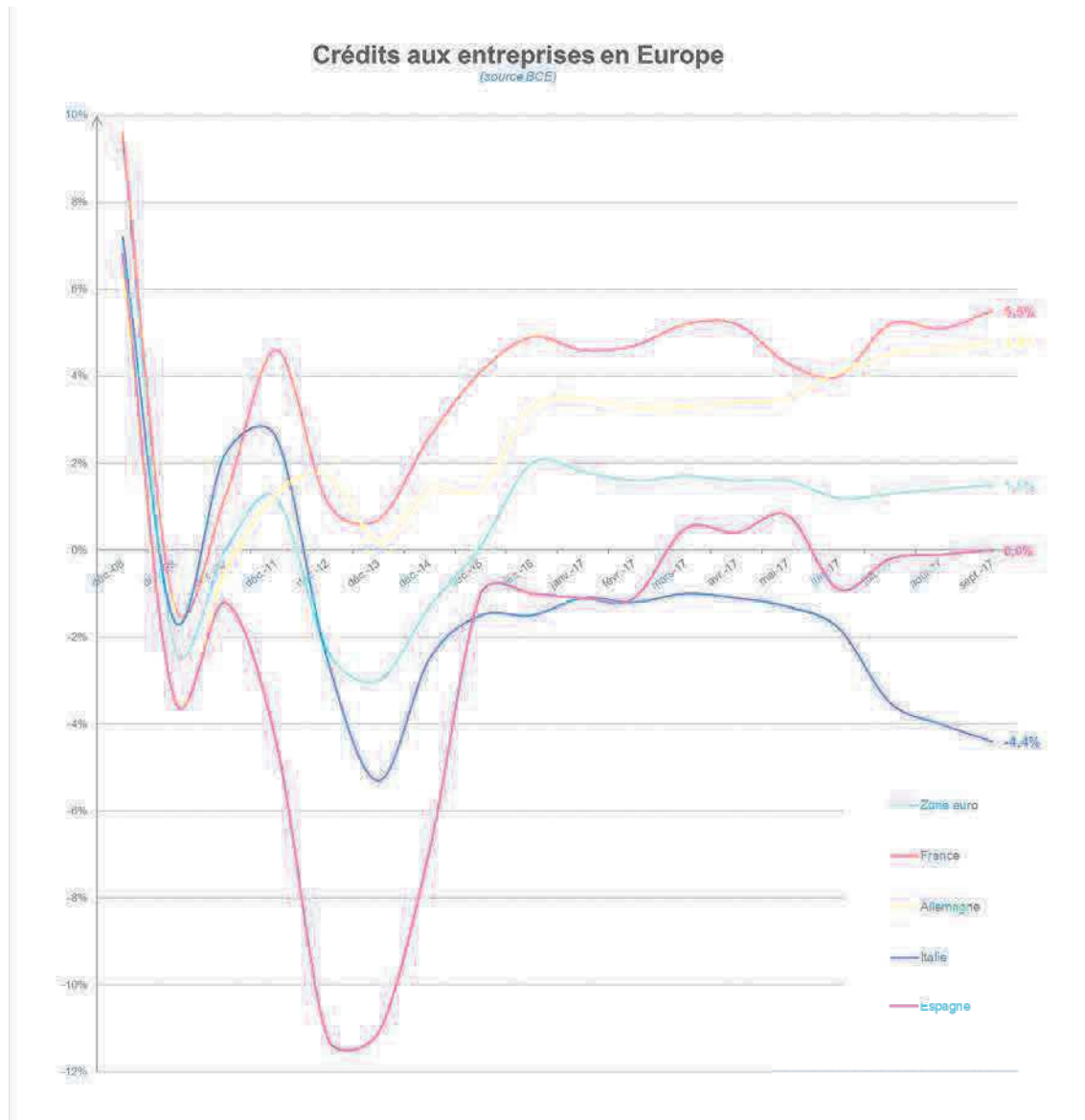


ENTREPRISES : LA FRANCE EN TÊTE DE LA ZONE EURO POUR LES CREDITS

Les crédits aux entreprises sont en **croissance soutenue en France** depuis 2013 : **+ 5,5%**

Alors que la croissance est moins élevée **pour la zone euro** : **+ 1,5%**

(BCE, séries statistiques, à fin septembre 2017)

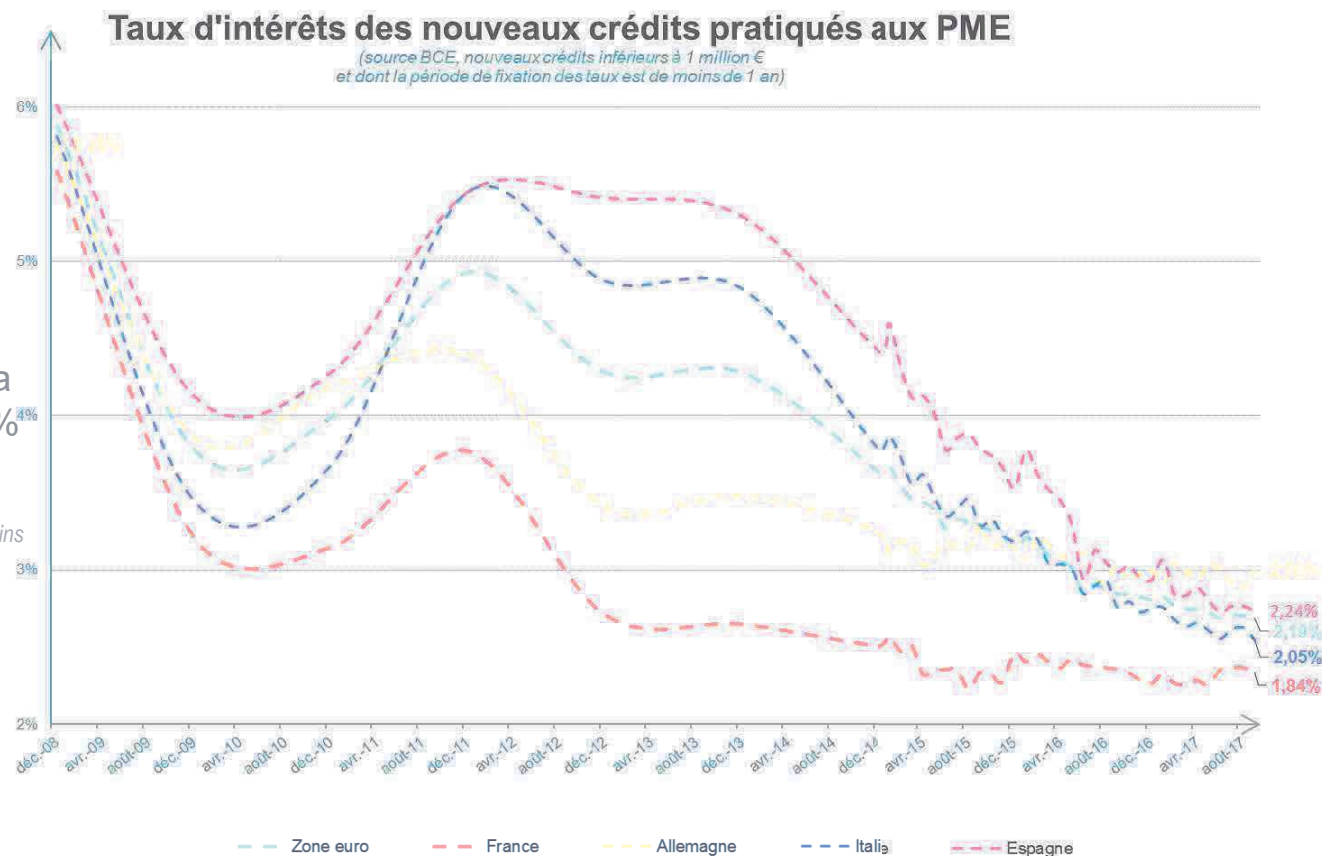


LES PME BENEFICIENT DE TAUX FAVORABLES

Depuis 2008, les taux d'intérêts pratiqués pour les nouveaux crédits aux PME **sont bas** en France : 1,84%.

Ils sont **favorables** aux projets des PME avec une différence de 50 points de base, comparés à la moyenne de la zone euro : 2,19%.

(BCE, séries statistiques taux des nouveaux crédits inférieurs à 1 million € et dont la période de fixation est de moins de 1 an, à fin septembre 2017)



PLUS D'UN MILLION DE TPE/PME FINANCEES PAR LE CREDIT

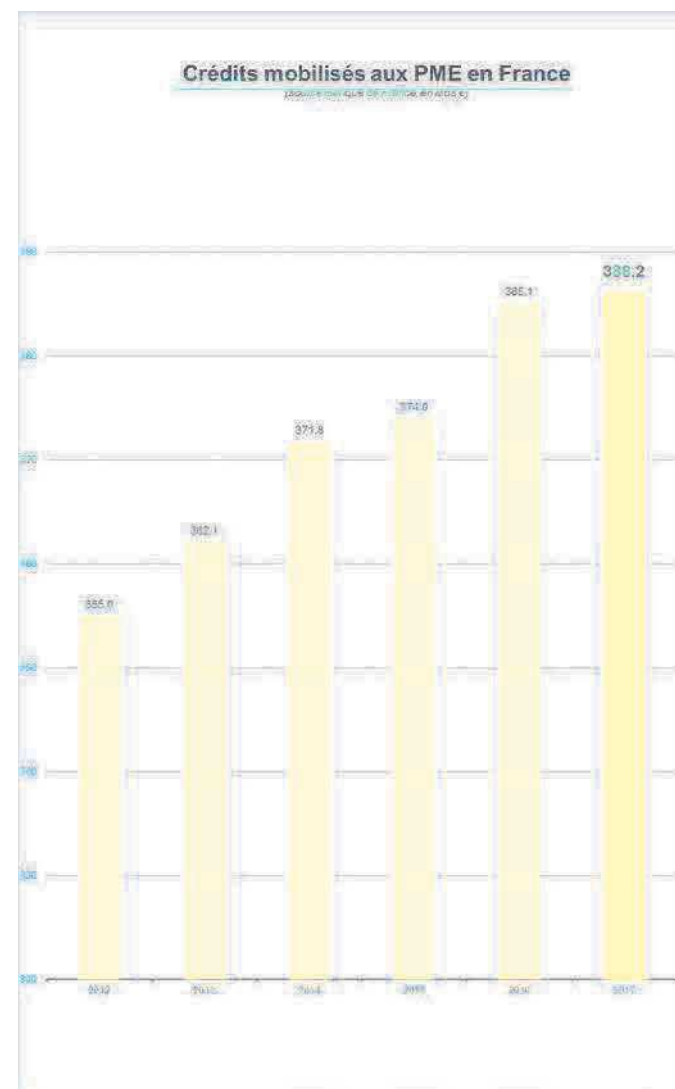
386,2 Mds € de crédits mobilisés en faveur de
1,1 million de TPE/PME en France (crédits > 25 000 €)

+ 2,5 % sur 1 an

(Banque de France, stat info crédits aux entreprises à fin septembre 2017)

La moitié
des crédits aux
entreprises vont aux
PME

Plus d'
1 million de
PME
financées
par le crédit

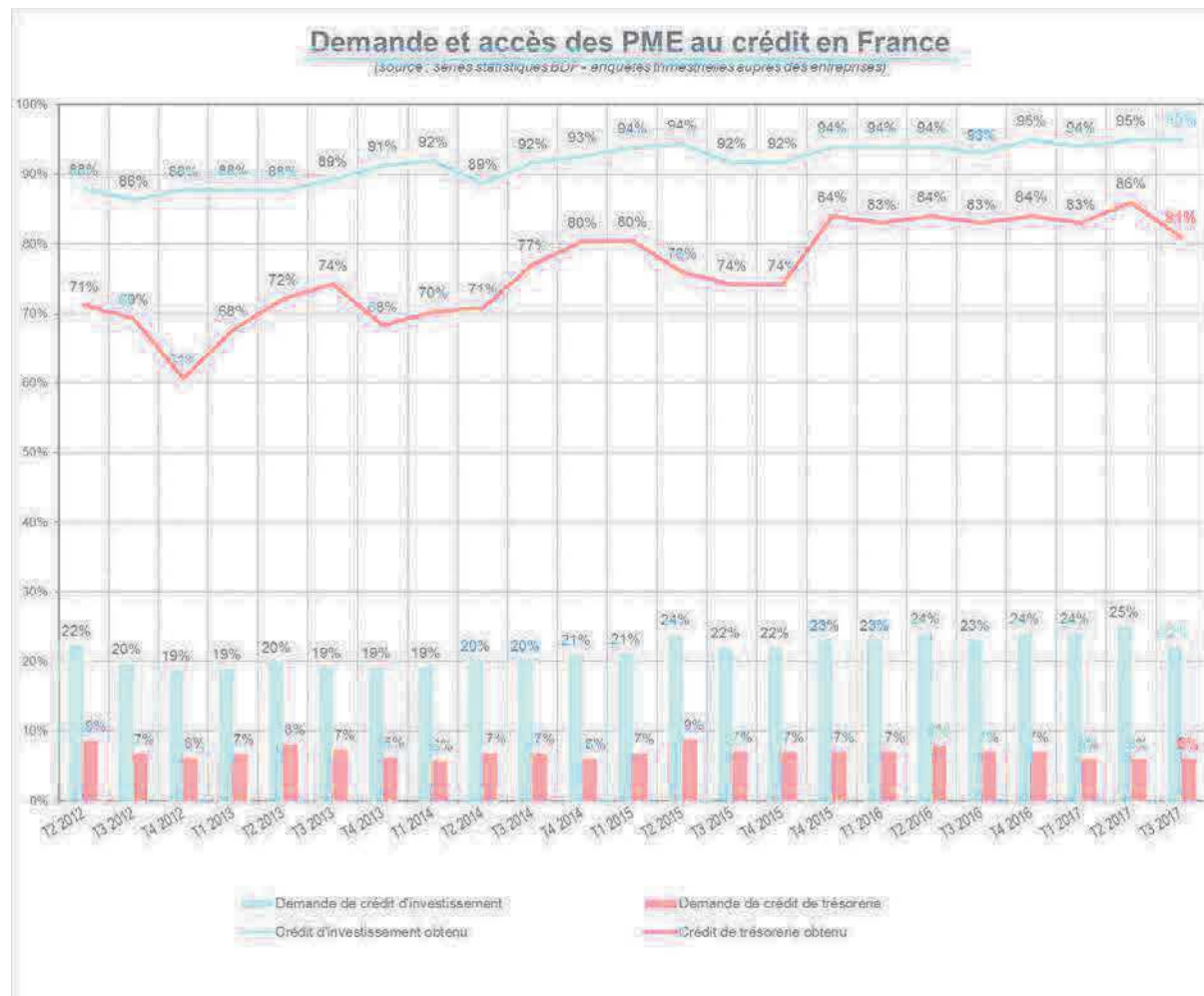


LES PME OBTIENNENT MAJORITAIREMENT LES CREDITS DEMANDES

- **95%** des PME ont une réponse positive à leur demande de crédit d'investissement
- **81%** obtiennent le crédit de trésorerie souhaité

(Banque de France enquête auprès des TPE/PME 3^{ème} trimestre 2017)

Moins de **2%**
des PME seulement
ne demandent pas de
crédit à cause d'un
éventuel refus



Crédits par taille d'entreprises – octobre 2017

Accélération du crédit aux entreprises en octobre

- À fin octobre 2017, les crédits mobilisés par les entreprises atteignent 935,4 milliards d'euros, en augmentation de 5,2 % sur un an, au lieu de 5,0 % en septembre.
- Cette progression concerne toutes les catégories d'entreprises : +3,6 % pour les PME, +5,4 % pour les ETI et +4,1 % pour les GE.
- L'augmentation de l'encours des crédits mobilisés concerne la majorité des secteurs. Elle s'élève sur un an à 9,8 % dans l'industrie, à 4,1 % dans les services aux entreprises et à 4,0 % dans le commerce. En revanche, l'encours des crédits mobilisés recule de 3,1 % dans le secteur de l'information et de la communication et de 1,2 % dans la construction.
- Le taux d'intérêt moyen des crédits nouveaux augmente en octobre pour les prêts d'un montant unitaire supérieur à 1 million d'euros (1,44 %, après 1,38 % en septembre) et diminue pour ceux d'un montant inférieur (1,71 %, après 1,75 %).

Encours de crédits aux entreprises résidentes (*)

(encours en milliards d'euros, TC(***) en pourcentage)

	Nombre d'entreprises (**)	Encours	Crédits mobilisés	
			TC annuel	
	Oct. 17	Oct. 17	Oct. 17 / Oct. 16	Sep. 17 / Sep. 16
PME	1 093 428	391,4	3,6	3,3
ETI	6 041	280,0	5,4	5,5
GE	265	106,8	4,1	3,7
Ensemble (hors Divers SCI)	1 099 734	778,2	4,3	4,2
<i>SCI et divers (voir Compléments)</i>	<i>555 611</i>	<i>157,1</i>	<i>9,7</i>	<i>9,0</i>
Total	1 655 345	935,4	5,2	5,0

(*) y compris entrepreneurs individuels

(**) au sens de la LME, ayant un encours de crédit déclaré de plus de 25 000 euros

Encours de crédits aux entreprises résidentes par catégorie de crédit et par secteur

(encours en milliards d'euros, TC(***) en pourcentage)

	mobilisés		mobilisés et mobilisables	
	Encours	TC annuel	Encours	TC annuel
	Oct. 17	Oct. 17 / Oct. 16	Oct. 17	Oct. 17 / Oct. 16
Agriculture, sylviculture et pêche (AZ)	50,4	1,9	57,8	2,8
Toutes industries (BE)	121,4	9,8	202,1	2,9
- dont Industrie manufacturière (C)	97,4	9,5	157,8	1,9
Construction (FZ)	48,3	-1,2	70,4	0,2
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (G)	124,3	4,0	181,2	3,1
Transports et entreposage (H)	39,0	1,1	52,2	2,1
Hébergement et restauration (I)	27,3	2,2	32,3	2,1
Information et communication (JZ)	18,9	-3,1	36,1	3,2
Activités immobilières (LZ)	384,0	5,0	419,5	5,9
Conseils et services aux entreprises (MN)	55,5	4,1	73,3	4,1
Enseignement, Santé humaine, action sociale et autres services (PS)	45,8	9,3	51,6	8,8
Holdings	20,4	34,8	23,6	29,5
Total	935,4	5,2	1 200,2	4,5

(***) : la révision de l'historique des taux de croissance résulte ce mois-ci principalement d'une mise à jour de la population d'entreprises.

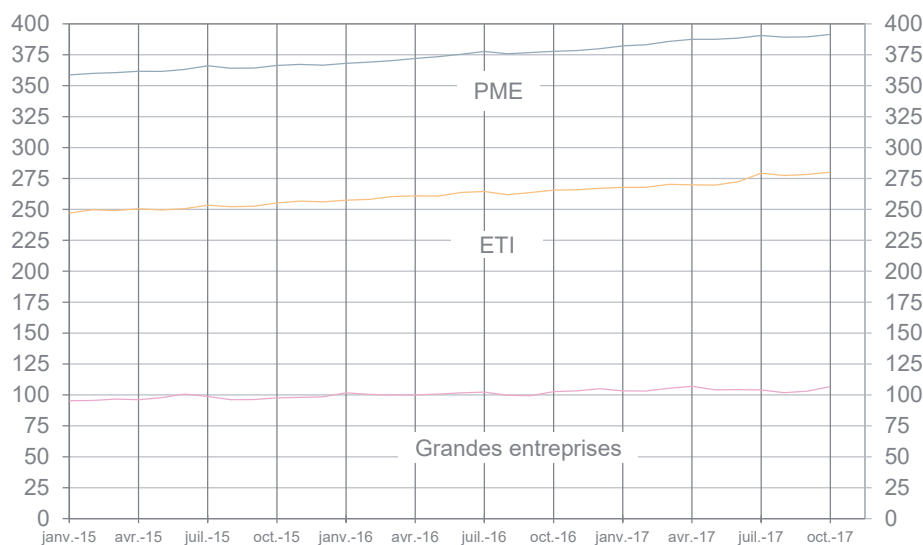
Taux des crédits nouveaux des sociétés non financières (hors découverts)

(Taux effectif au sens étroit en pourcentage)

	oct-16	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17 (a)	oct-17 (b)
- crédits ≤ 1 million d'euros	1,75	1,71	1,70	1,71	1,78	1,75	1,71
- crédits > 1 million d'euros	1,49	1,41	1,41	1,25	1,44	1,38	1,44
(a) Données révisées.							
(b) Données provisoires.							

Encours de crédits

(crédits mobilisés, en milliards d'euros (*))



(*) voir Compléments

Compléments

Les encours de crédits aux entreprises figurant dans cette publication sont ceux recensés par le Service central des risques, c'est-à-dire les crédits d'un montant unitaire de plus de 25 000 euros. Ces encours comprennent les crédits dits mobilisés, ce qui signifie qu'ils sont effectivement distribués, et les crédits mobilisables, part non consommée des lignes de crédit. Les données individuelles sont regroupées selon la taille (grandes entreprises – GE, entreprises de taille intermédiaire – ETI, et petites et moyennes entreprises – PME) et le secteur des entreprises. Les entreprises ne pouvant pas être affectées dans une catégorie de taille, selon les critères de la LME, sont reportées vers la rubrique « SCI et divers ».

Les données complémentaires concernant le financement des PME en France, les taux par catégorie d'entreprises, et la part des entreprises de moins de 3 ans (hors EI) dans l'ensemble des entreprises, sont disponibles à l'adresse suivante : <http://webstat.banque-france.fr/fr/browse.do?node=5384417>

Les crédits de tous montants aux micro-entreprises (ou TPE), comprenant notamment ceux aux entrepreneurs individuels (EI), font l'objet d'une collecte spécifique disponible à l'adresse : <http://webstat.banque-france.fr/fr/browse.do?node=5384934>

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers à l'exclusion des entrepreneurs individuels.

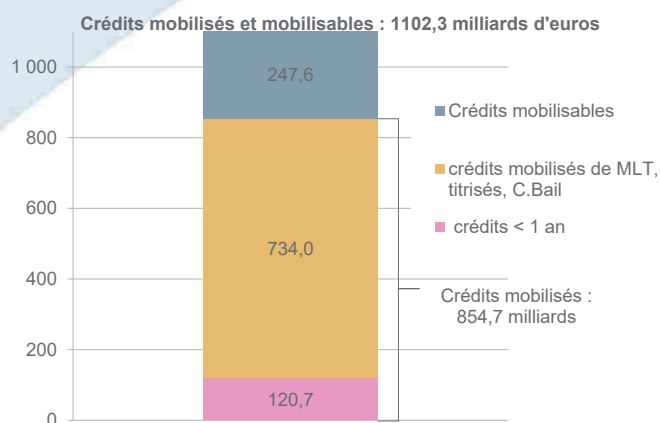
Les taux d'intérêt recensés dans la présente publication concernent les crédits nouveaux distribués aux sociétés non financières françaises par les établissements de crédit et les sociétés de financement résidentes. Les taux d'intérêt recensés sont des taux effectifs au sens étroit (TESE). Ils correspondent à la composante intérêt du Taux Effectif Global (TEG).

A – Les encours de crédits aux entreprises résidentes (dont entrepreneurs individuels) par catégorie de crédits et taille d'entreprises (suite)

Crédits mobilisés et mobilisables : situation à fin décembre 2015

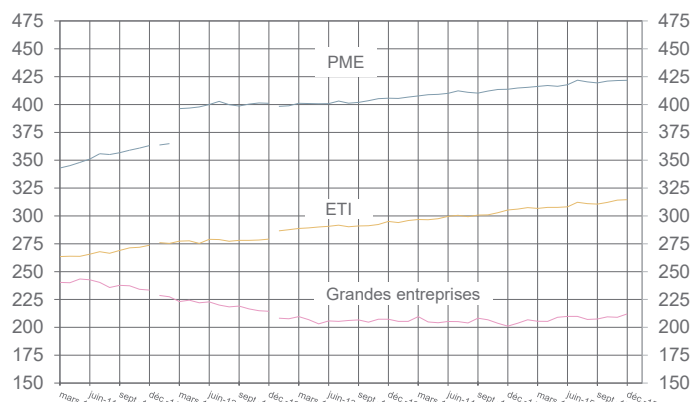
1 - par catégorie de crédits (y.c. Divers SCI)

(en milliards d'euros)



2 - PME, grandes entreprises et ETI

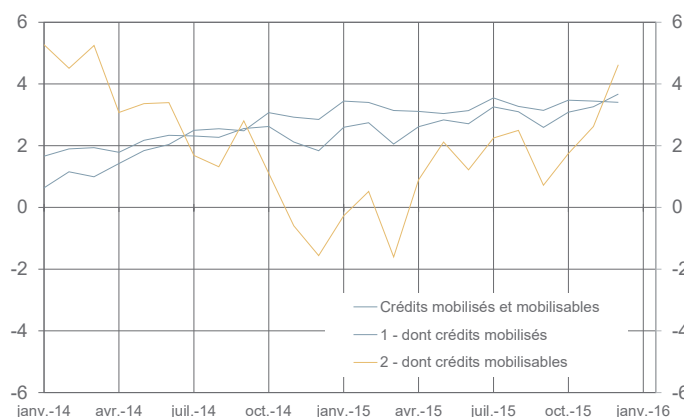
(en milliards d'euros)



Note : Les ruptures en décembre 2011 et en décembre 2012 correspondent au changement d'année de référence des bilans utilisés pour déterminer les tailles d'entreprises. À partir de mars 2012 les entrepreneurs individuels sont inclus dans la catégorie PME.

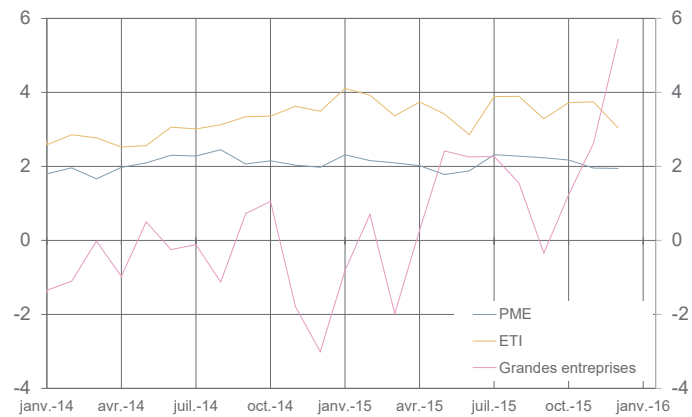
3 - par catégorie de crédits (y.c. Divers SCI)

(taux de croissance en glissement annuel en %)



4 - PME, grandes entreprises et ETI

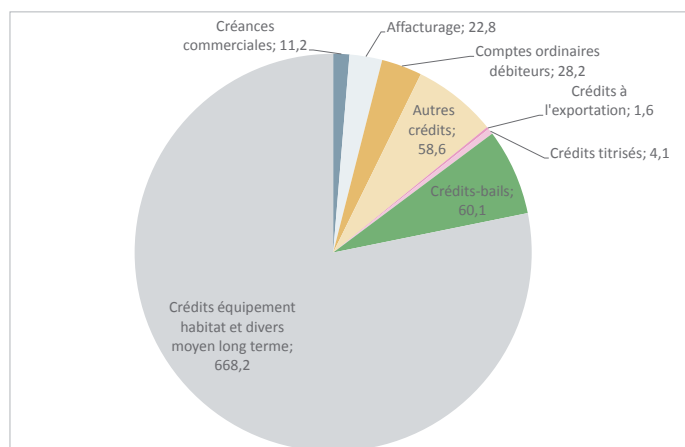
(taux de croissance en glissement annuel en %)



Crédits mobilisés: situation à fin décembre 2015

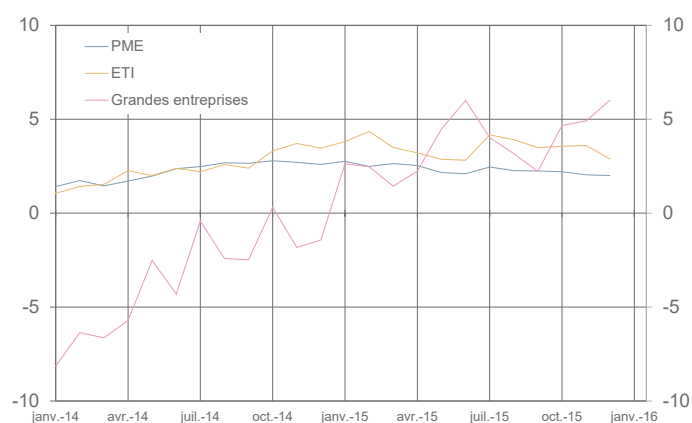
5 - par catégorie de crédits (y.c. Divers SCI)

(en milliards d'euros)



6 - PME, grandes entreprises et ETI

(taux de croissance en glissement annuel en %)



Source : Banque de France, Direction des Entreprises, données disponibles fin janvier 2016

PALMARES ALTARES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DU 3^E TRIMESTRE 2017

**Avec 10 830 défaillances d'entreprises
(-5,2%/3^e trimestre 2016), le 3^e trimestre 2017
est le meilleur depuis 10 ans.**

**Le nombre d'emplois menacés est également
le plus faible de la décennie (33 800).**

Paris, le 24 octobre 2017 – La société Altares, spécialiste de la data economy, partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, présente son étude des défaillances d'entreprises pour le 3^e trimestre 2017.

« Il y a tout juste dix ans, durant l'été 2007, la France pliait à son tour sous la force autant inouïe qu'in vraisemblable de la crise des « subprimes ». Une décennie plus tard, en dépit d'indicateurs bons voire très bons, l'économie réelle hésite encore à parler de sortie de crise, préférant prudemment évoquer une reprise économique. » Observe Thierry Millon, Directeur des études Altares.

« Illustration pourtant d'une croissance retrouvée, cet été, le nombre trimestriel de défaillances d'entreprises est tombé sous le seuil des 11 000 pour la première fois en dix ans. Cette meilleure résistance des entreprises permet de ramener le nombre d'emplois menacés par les procédures judiciaires à 33 800 ; il y a seulement 3 ans nous en comptions 22 000 de plus. En données glissées sur douze mois, septembre signe la 34^e baisse mensuelle consécutive du nombre de défaillances d'entreprises, exception faite de trois mois en 2015, où la hausse était de seulement l'épaisseur du trait. » Relève Thierry Millon.

Les plus petites entreprises gardent le sourire

En tendance, le nombre de jugements d'ouverture baisse encore sensiblement ce troisième trimestre (-5,2%/3^e trimestre 2016), mais un peu moins vite que sur 9 mois (-6,4%) et sur 12 mois (-8,3%). Chacune des natures de procédure est en recul par rapport à l'été 2016 ; 220 procédures de sauvegarde, soit seulement 2% de l'ensemble des décisions, ont été prononcées (-13,4%) pour 3 150 redressements judiciaires (-5,1%) et 7 460 liquidations judiciaires (-5,0%).



STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 3^E TRIMESTRE 2017

(situation provisoire arrêtée au 15 octobre de chaque année).

NOMBRE DE DÉFAILLANCES (OUVERTURES DE PROCÉDURE) AUX 3^{ES} TRIMESTRES
SUR 5 ANS

NOMBRE D'OUVERTURES	T3 2013	T3 2014	T3 2015	T3 2016	T3 2017	Évolution T3 2017 vs 2016
Sauvegardes	356	375	330	254	220	-13,4%
Redressements Judiciaires	3 801	3 816	3 729	3 318	3 150	-5,1%
Liquidations Judiciaires directes	9 237	9 654	8 915	7 850	7 460	-5,0%
Total Ouvertures	13 394	13 845	12 974	11 422	10 830	-5,2%
Dont PME > 50 salariés	114	120	72	71	63	-11,3%
Total Emplois menacés	53 500	56 400	47 000	39 400	33 800	-14,2%
Total Ouvertures 12 mois glissés	63 955	64 162	63 246	60 090	55 100	-8,3%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES PAR TRANCHE D'EFFECTIF

SALARIÉS	T3 2016	T3 2017	Évolution T3 2017 vs 2016
0 à 2 salariés	8 411	7 851	-6,7%
3 à 5 salariés	1 556	1 559	0,2%
6 à 9 salariés	718	712	-0,8%
10 à 19 salariés	479	451	-5,8%
20 à 49 salariés	187	194	3,7%
50 à 99 salariés	37	37	0,0%
100 à 199 salariés	20	16	-20,0%
200 salariés et plus	14	10	-28,6%
TOTAL FRANCE	11 422	10 830	-5,2%

NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR ACTIVITÉ

ACTIVITÉS	T3 2016	T3 2017	Évolution T3 2017 vs 2016
AGRICULTURE	258	234	-9,3%
Chasse, pêche, forêt	53	42	-20,8%
Culture	89	78	-12,4%
Élevage	116	114	-1,7%
CONSTRUCTION	3012	2684	-10,9%
Bâtiment	2545	2291	-10,0%
Immobilier	467	393	-15,8%
COMMERCE	2590	2534	-2,2%
Commerce & réparation de véhicules	409	414	1,2%
Commerce de détail	1665	1586	-4,7%
Commerce Interentreprises	516	534	3,5%
INDUSTRIE	811	776	-4,3%
Industrie agroalimentaire	302	281	-7,0%
Industrie manufacturière	509	495	-2,8%
INFORMATION & COMMUNICATION	272	283	4,0%
Services informatiques & édition de logiciels	163	171	4,9%
Autres activités information & communication	109	112	2,8%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	342	369	7,9%
Transport routier de marchandises	218	220	0,9%
Autres activités de transport	124	149	20,2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	78	75	-3,8%
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 362	1 321	-3,0%
Activités scientifiques et techniques	696	680	-2,3%
Services administratifs aux entreprises	666	641	-3,8%
SERVICES AUX PARTICULIERS	477	435	-8,8%
Activités de réparation	64	62	-3,1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	318	289	-9,1%
Autres services à la personne	95	84	-11,6%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 580	1 488	-5,8%
Hébergement	71	83	16,9%
Restauration	1 262	1 148	-9,0%
Débits de boissons	247	257	4,0%
AUTRES ACTIVITÉS	640	631	-1,4%
Santé humaine & action sociale	179	194	8,4%
Activités récréatives	197	186	-5,6%
Enseignement	172	154	-10,5%
Autres activités	92	97	5,4%
TOTAL DES DÉFAILLANCES	11 422	10 830	-5,2%

COURBE D'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE SUR 20 ANS

(EN MILLIERS - 12 MOIS GLISSÉS)

